

No. 43105

**France
and
International Criminal Police Organization**

Agreement between the Government of the French Republic and the International Criminal Police Organization concerning the headquarters of INTERPOL and its privileges and immunities in French territory (with exchange of letters and appendices). Paris, 3 November 1982

Entry into force: *14 February 1984 by notification, in accordance with article 26*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 1 October 2006*

**France
et
Organisation internationale de police criminelle**

Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'INTERPOL et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (avec échange de lettres et annexes). Paris, 3 novembre 1982

Entrée en vigueur : *14 février 1984 par notification, conformément à l'article 26*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 1er octobre 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE
RELATIF AU SIÈGE D'INTERPOL ET À SES PRIVILÈGES ET IMMUNI-
TÉS SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Le Gouvernement de la République française et l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL -

Considérant le développement des activités de l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL -

Estimant qu'il est souhaitable qu'INTERPOL jouisse en France des privilèges et immunités généralement reconnus aux organisations internationales ayant leur siège sur le territoire de la République française;

Désireux de conclure à cette fin un accord destiné à se substituer à l'échange de lettres du 12 mai 1972;

Ont désigné à cet effet comme leurs représentants :

Le Gouvernement de la République française :

Monsieur André Lewin, Ministre Plénipotentiaire, Directeur des Nations Unies et des Organisations Internationales au Ministère des relations extérieures,

et

L'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL -

Monsieur Jolly R. Bugarin, Président de l'O.I.P.C.- INTERPOL -

Qui sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Le siège de l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL -, ci-après appelée l'"Organisation", est en France. Il comprend les terrains, installations et locaux que celle-ci occupe ou viendrait à occuper pour les besoins de son activité, à l'exclusion des locaux à usage d'habitation de son personnel.

Article 2

L'Organisation jouit de la personnalité civile. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner les biens mobiliers et immobiliers liés à son activité et d'ester en justice.

Article 3

Sauf dispositions contraires du présent Accord, les lois françaises sont applicables à l'intérieur des bâtiments et locaux du siège de l'Organisation. Celle-ci a toutefois le droit

d'édicter des règlements destinés à faciliter, à l'intérieur de ces bâtiments et locaux, le plein exercice de ses attributions.

Article 4

1. Le siège de l'Organisation est inviolable. Les agents ou fonctionnaires français ne peuvent y pénétrer pour exercer leurs fonctions qu'avec le consentement du Secrétaire Général. Toutefois le consentement du Secrétaire Général peut être présumé acquis en cas d'incendie ou d'autres sinistres exigeant des mesures de protection immédiates.

2. L'Organisation ne permettra pas que son siège serve de refuge à une personne poursuivie à la suite d'un crime ou d'un délit flagrant, ou objet d'un mandat de justice, d'une condamnation pénale ou d'un arrêté d'expulsion émanant des autorités françaises.

Article 5

1. L'Organisation jouit de l'immunité de juridiction sauf dans les cas :

a) d'une action civile fondée sur une obligation de l'Organisation résultant d'un contrat;

b) d'une action civile intentée par un tiers au titre d'un dommage résultant d'un accident causé par un véhicule à moteur appartenant à l'Organisation ou utilisé pour son compte, ou d'une infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs mettant en cause un tel véhicule;

c) d'une action reconventionnelle.

2. L'Organisation peut expressément renoncer dans un cas particulier, à son immunité de juridiction.

Article 6

1. Les biens et avoirs de l'Organisation sont exempts de saisie, confiscation, réquisition et expropriation ou de toute autre forme de contrainte administrative ou judiciaire.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas :

a) si des mesures de cet ordre sont provisoirement nécessaires aux fins de prévenir des accidents mettant en cause des véhicules à moteur appartenant à l'Organisation ou utilisés pour son compte et aux fins de procéder à des enquêtes relatives auxdits accidents.

b) aux cas de saisie-arrêt sur salaire pour dette d'un membre du personnel de l'Organisation et résultant d'une décision de justice définitive et exécutoire.

Article 7

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sous quelque forme que ce soit, sont inviolables où qu'ils se trouvent.

Article 8

Les fichiers sont soumis au contrôle interne mis en oeuvre par l'Organisation selon les règles générales fixées par échange de lettres avec le Gouvernement de la République française.

Article 9

L'inviolabilité de la correspondance officielle de l'Organisation est garantie. Ses communications officielles ne peuvent être censurées et elle peut employer des codes.

Article 10

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financier, l'Organisation peut :

a) recevoir et détenir des fonds et des devises de toute nature et avoir des comptes dans n'importe quelle monnaie et n'importe quel pays;

b) transférer librement ses fonds et ses devises à l'intérieur du territoire français, de France dans un autre pays, et inversement.

2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu du présent article, l'Organisation tiendra compte de toutes représentations qui seraient faites auprès d'elle par le Gouvernement de la République française.

Article 11

L'Organisation, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tout impôt direct. L'exonération ne porte pas toutefois sur les taxes perçues en rémunération de services rendus.

Article 12

1. Les acquisitions et locations d'immeubles réalisées par l'Organisation pour son fonctionnement administratif et technique sont exonérées de droit d'enregistrement et de taxe de publicité foncière.

2. Les contrats d'assurance souscrits par l'Organisation dans le cadre de ses activités officielles sont dispensés de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance.

Article 13

1. L'Organisation supporte, dans les conditions de droit commun, l'incidence des taxes indirectes qui entrent dans le prix des marchandises vendues ou des services rendus.

2. Toutefois les taxes sur le chiffre d'affaires perçues au profit du budget de l'État et afférentes à des achats importants de biens mobiliers ou de services destinés au fonctionnement administratif, scientifique et technique de l'Organisation, ainsi qu'à

l'édition de publications correspondant à sa mission, feront l'objet d'un remboursement dans des conditions fixées d'un commun accord avec les autorités françaises compétentes.

Article 14

1. Les matériels administratifs, techniques et scientifiques nécessaires au fonctionnement de l'Organisation, ainsi que les publications correspondant à sa mission, sont exonérés des droits et taxes à l'importation.

2. Les articles entrant dans les catégories de marchandises désignées au paragraphe précédent sont également dispensés à l'importation et à l'exportation de toutes mesures de prohibition ou de restriction.

3. Les marchandises importées au bénéfice de ces facilités ne pourront éventuellement faire l'objet sur le territoire français d'une cession ou d'un prêt que dans des conditions préalablement agréées par les autorités françaises compétentes.

Article 15

1. Le Gouvernement français autorise, sans frais de visa ni délai, l'entrée et le séjour en France pendant la durée de leurs fonctions ou missions auprès de l'Organisation :

a) des représentants des États membres aux sessions des organes de l'Organisation ou aux conférences et réunions convoquées par celle-ci;

b) des membres du Comité Exécutif;

c) des conseillers et experts en mission auprès de l'Organisation;

d) des membres du personnel de l'Organisation et de leur famille.

2. Les personnes désignées au paragraphe précédent ne sont pas dispensées de l'application des règlements de quarantaine ou de santé publique en vigueur.

Article 16

Les personnes désignées aux alinéas a), b) et c) du premier paragraphe de l'article précédent, jouissent sur le territoire de la République française pendant l'exercice de leurs fonctions ou l'accomplissement de leur mission comme au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants :

a) immunité d'arrestation ou de détention sauf en cas de flagrant délit;

b) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes accomplis par elles dans l'exercice de leurs fonctions et dans la stricte limite de leurs attributions. Cette immunité ne s'applique pas en cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commise par une des personnes désignées ci-dessus ou de dommages causés par un véhicule automoteur lui appartenant ou conduit par elle;

c) inviolabilité de tous papiers et documents officiels;

d) mêmes facilités en ce qui concerne la réglementation des changes que celles accordées aux agents diplomatiques.

Article 17

Outre les privilèges et immunités prévus à l'article 18 ci-dessous, le Secrétaire Général, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne son conjoint et ses enfants mineurs, jouit des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux agents diplomatiques.

Article 18

1. Les membres du personnel de l'Organisation définis à l'Annexe B du présent Accord bénéficient :

a) même après qu'ils ont cessé d'être au service de l'Organisation, de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions et dans la stricte limite de leurs attributions. Cette immunité ne s'applique pas en cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commise par un membre du personnel de l'Organisation ou de dommages causés par un véhicule automoteur lui appartenant ou conduit par lui;

b) d'un titre de séjour spécial délivré par les autorités françaises compétentes, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs;

c) des mêmes facilités en ce qui concerne la réglementation des changes que celles accordées aux agents diplomatiques;

d) en période de tension internationale, des facilités de rapatriement accordées aux membres des missions diplomatiques. Leurs conjoints ainsi que les membres de leurs familles vivant à leur charge bénéficieront des mêmes facilités.

2. Ils bénéficient en outre s'ils résidaient auparavant à l'étranger :

a) du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels en cours d'usage à l'occasion de leur établissement en France;

b) du régime de l'importation en franchise temporaire pour un véhicule automobile.

Article 19

1. Les membres du personnel de l'Organisation définis à l'Annexe B du présent Accord sont assujettis à un impôt au profit de l'Organisation sur les salaires et émoluments qu'elle leur verse. À compter de la date d'application dudit impôt, ces salaires et émoluments sont exonérés de l'impôt français sur le revenu; toutefois ces salaires et émoluments sont pris en compte par la France pour le calcul du montant des impôts sur les revenus provenant d'autres sources.

2. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas aux pensions et rentes de survie versées par l'Organisation aux anciens membres de son personnel.

3. Les autorités françaises s'efforceront, de concert avec les autorités des États intéressés, de régler les cas de double imposition des traitements et émoluments concernant les fonctionnaires étrangers mis à la disposition de l'Organisation.

Article 20

Le Secrétaire Général de l'Organisation collabore, en tous temps, avec les autorités compétentes françaises en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout usage abusif des privilèges, immunités, exemptions et facilités énumérés dans le présent Accord.

Article 21

Le Gouvernement de la République française n'est pas tenu d'accorder à ses ressortissants ni aux résidents permanents en France les privilèges et immunités mentionnés aux articles 16, 17, 18, paragraphe 1 - alinéas b) à d) - et 18, paragraphe 2.

Article 22

Les privilèges et immunités prévus par le présent Accord sont accordés à leurs bénéficiaires, non à leur avantage personnel, mais dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'Organisation. Les États membres de l'Organisation ont le droit et le devoir de lever l'immunité des bénéficiaires dans tous les cas où elle entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. À l'égard du Secrétaire Général, le Comité Exécutif a qualité pour prononcer la levée des immunités.

Article 23

Les dispositions du présent Accord n'affectent en rien le droit du Gouvernement de la République française de prendre les mesures qu'il estimerait utiles à la sécurité de la France et à la sauvegarde de l'ordre public.

Article 24

Tout différend qui peut naître entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et qui n'aura pu être réglé par voie de négociation est, sauf si les Parties en disposent autrement, soumis, à la requête de l'une d'entre elles, à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe A.

Article 25

Le présent Accord peut être révisé à la demande de l'une ou l'autre Partie. Pour ce faire, les deux Parties se consultent sur les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions de l'Accord. Au cas où ces négociations n'aboutissent pas à une entente dans le délai d'un an, le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie moyennant un préavis de deux ans.

Article 26

Le présent Accord abroge l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation Internationale de Police Criminelle relatif au siège d'INTERPOL et à ses privilèges et immunités sur le territoire français signé à Paris le 12 mai 1972. Il sera approuvé par le Gouvernement de la République française d'une part, et par l'Organisation Internationale de Police Criminelle d'autre part. Chacune des deux Parties notifiera à l'autre son approbation dudit Accord, qui entrera en vigueur le trentième jour après la date de réception de la dernière de ces notifications.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris en double exemplaire en langue française, le 3 novembre 1982.

Pour le Gouvernement de la République française :

ANDRÉ LEWIN

Pour l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL :

JOLLY BUGARIN

ANNEXE A

ARBITRAGE

1. À moins que les Parties au différend n'en disposent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente Annexe.

2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres, l'un désigné par le Gouvernement français, l'autre désigné par l'Organisation internationale de police criminelle sur proposition de son Secrétaire Général et le troisième, qui préside le tribunal, d'un commun accord par les deux arbitres. Ce dernier ne pourra être ni un agent ni un ancien agent de l'Organisation.

La requête introductive d'instance doit comporter le nom de l'arbitre désigné par la Partie demanderesse, la Partie défenderesse devant communiquer à l'autre Partie le nom de l'arbitre qu'elle a désigné dans les deux mois de la réception de la requête. Faute par elle d'avoir procédé à cette notification dans le délai ci-dessus ou, faute par les deux arbitres de s'être mis d'accord sur le choix d'un tiers arbitre, dans les deux mois de la dernière désignation d'arbitre, l'arbitre ou le tiers arbitre, selon le cas, est désigné par le Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage, dans un délai de deux mois à la requête de la Partie la plus diligente.

3. Les décisions du tribunal arbitral lient les Parties. Celles-ci supportent les frais de l'arbitre qu'elles ont désigné et partagent à part égale les autres frais. Sur les autres points le tribunal arbitral règle lui-même sa procédure.

ANNEXE B

Le personnel de l'Organisation comprend les fonctionnaires détachés ou mis à disposition et agents sous contrat et pour une durée employés par celle-ci de façon permanente d'au moins un an.

Il se répartit entre les catégories suivantes :

I - Le Secrétaire Général, c'est-à-dire la personne chargée de diriger les services permanents de l'Organisation.

II - Les fonctionnaires de l'Organisation, c'est-à-dire les personnes autres que le Secrétaire Général, chargées de fonctions de responsabilité, dans les domaines propres aux activités administratives ou l'Organisation.

III - Le personnel d'exécution administratif nommé par le Secrétaire Général.

IV - Le personnel de service, c'est-à-dire les personnes affectées au service domestique de l'Organisation à l'exclusion du personnel affecté au service d'un membre du personnel de celle-ci.

ÉCHANGE DE LETTRES

I

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTON DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Paris, le 3 novembre 1982

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation Internationale de Police Criminelle (O.I.P.C. - INTERPOL -), ci-après dénommée l'Organisation, relatif au siège d'INTERPOL et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les dispositions suivantes :

Article 1er

En vue du contrôle interne de ses fichiers, l'Organisation institue une Commission de contrôle composée de cinq membres de nationalité différente, à savoir :

- a) Trois personnalités désignées soit en raison de leur indépendance et de leur compétence dans le domaine de la protection des données, soit en raison des hautes fonctions qu'elles exercent ou ont exercées dans le domaine judiciaire;
- b) Un membre du Comité Exécutif de l'Organisation ou son suppléant désignés par le Comité Exécutif;
- c) Un expert en informatique ou son suppléant.

Article 2

Le Secrétaire Général de l'Organisation ou son représentant prête son concours à la Commission de contrôle.

Article 3

1. Les personnalités mentionnées à l'alinéa a) de l'article premier, ainsi que leurs suppléants, doivent être ressortissants d'un État membre de l'Organisation.

2. Ces personnalités sont désignées selon la procédure suivante :

L'une d'entre elles est choisie par l'Organisation, l'autre par le Gouvernement de l'État du siège et la troisième d'un commun accord par les deux autres. Cette dernière personnalité, qui préside la Commission de contrôle, est choisie en raison des hautes fonctions qu'elle

le exerce ou a exercées dans le domaine judiciaire. À défaut d'accord, la troisième personnalité est désignée par le Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Chacune de ces personnalités a un suppléant désigné dans les mêmes conditions.

3. L'expert en informatique et son suppléant mentionnés à l'alinéa c) de l'article premier sont désignés par le président de la Commission sur une liste de cinq candidats proposée par l'Organisation.

Article 4

La liste des fichiers informatisés ou non et leur finalité sont communiqués par l'Organisation à la Commission de contrôle.

Article 5

La Commission de contrôle s'assure que les informations à caractère personnel contenues dans les fichiers sont :

- a) obtenues et traitées conformément au statut de l'Organisation et à l'interprétation qui en est donnée par les organes compétents de l'Organisation;
- b) enregistrées pour des finalités déterminées et ne sont pas utilisées de manière incompatible avec ces finalités;
- c) exactes;
- d) conservées pendant une durée limitée dans les conditions fixées par l'Organisation.

Article 6

La Commission tient en outre à la disposition de tout ressortissant ou résident permanent d'un État membre de l'Organisation la liste des fichiers mentionnés à l'article 4.

À leur demande, elle vérifie que les informations à caractère personnel éventuellement détenues par l'Organisation à leur sujet répondent aux conditions énumérées à l'article précédent. Elle notifie au demandeur que ces vérifications ont été opérées.

Article 7

La Commission de contrôle fait part au Comité Exécutif de l'Organisation du résultat de ses investigations afin que les organes compétents de l'Organisation procèdent aux modifications nécessaires.

Article 8

La présente lettre sera approuvée par le Gouvernement de la République française et par l'Organisation Internationale de Police Criminelle qui se notifieront mutuellement l'accomplissement de leurs formalités d'approbation respectives.

Ses dispositions entreront en vigueur après réception de la seconde de ces notifications à une date qui ne pourra être antérieure à l'entrée en vigueur de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation Internationale de Police Criminelle relatif au siège d'INTERPOL et à ses privilèges et immunités sur le territoire français.

Si les dispositions qui précèdent rencontrent votre agrément, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente lettre et votre réponse constituent l'Accord entre le Gouvernement français et l'Organisation à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

ANDRÉ LEWIN
Ministre plénipotentiaire
Directeur des Nations Unies
et des Organisations Internationales

Monsieur J. Bugarin
Président de l'O.I.P.C. - INTERPOL -

II

ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE

SECRETARIAT GENERAL

FRANCE

Par une lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir, d'ordre de votre Gouvernement, ce qui suit :

[Voir lettre I]

J'ai l'honneur de vous faire part de mon accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

JOLLY R. BUGARIN
Président de l'Organisation Internationale
de Police Criminelle - INTERPOL

À Son Excellence
Monsieur Claude Cheysson
Ministre des relations extérieures

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE INTERNATIONAL CRIMINAL POLICE ORGANIZATION CONCERNING THE HEADQUARTERS OF INTERPOL AND ITS PRIVILEGES AND IMMUNITIES IN FRENCH TERRITORY

The International Criminal Police Organization - INTERPOL and the Government of the French Republic;

Considering developments in the activities of the International Criminal Police Organization - INTERPOL;

Believing that in France INTERPOL should enjoy the privileges and immunities generally accorded to international organizations with their headquarters on French territory;

Desiring, for this purpose, to enter into an agreement which shall replace the exchange of letters of 12th May 1972;

Have appointed as their representatives for this purpose:

The Government of the French Republic:

Mr. Andre Lewin, Minister Plenipotentiary,

Director of the United Nations and International Organizations Section of the Ministry of External Relations,

and

The International Criminal Police Organization - INTERPOL:

Mr. Jolly R. Bugarin,

President of the ICPO-INTERPOL,

Who have agreed as follows:

Article 1

The headquarters of the International Criminal Police Organization - INTERPOL (hereinafter called "the Organization") are in France. They shall comprise the land, installations and premises that the Organization occupies at present or at any future date for its activities, with the exception of premises used as living quarters by its staff.

Article 2

The Organization shall possess legal personality, with the particular capacity to enter into contracts, to acquire and dispose of movable and immovable property connected with its activities, and to be party to judicial proceedings.

Except where special provisions are made by the present Agreement, the laws and regulations of the French Republic shall apply inside the buildings and premises of the Organization's headquarters. However, the Organization shall have the right to make internal

regulations applicable throughout its headquarters in order to enable it to perform its duties satisfactorily.

Article 4

1. The Organization's headquarters shall be inviolable. Agents and officials of the French Republic shall enter headquarters to discharge any official duty only with the consent of the Secretary-General. However, the Secretary-General's consent shall be implicit in the case of fire or any other disaster requiring immediate action.

2. The Organization shall not permit its headquarters to become a refuge from justice for persons who are pursued in connection with a felony or flagrante delicto, or against whom a penal judgment has been made or a warrant of arrest or a deportation order has been issued by the competent French authorities.

Article 5

1. The Organization shall enjoy immunity from legal process, except in the cases specified below:

- a. civil suit based on contractual obligations incumbent upon the Organization;
- b. a civil claim for damages arising from an accident caused by a motor vehicle belonging to the Organization or used on its behalf, or from a violation of road traffic regulations involving a motor vehicle belonging to the Organization or used on its behalf;
- c. a counter-claim.

2. The Organization may expressly waive its immunity from legal process in certain cases.

Article 6

1. The Organization's property and assets shall be immune from seizure, confiscation, requisition, expropriation, or any other form of administrative or judicial constraint.

2. The provisions of paragraph 1 of the present Article shall not apply:

a. if such measures are temporarily necessary in order to prevent accidents involving motor vehicles belonging to the Organization or used on its behalf, and in order to conduct enquiries in connection with such accidents;

b. in case of an Income Execution Order in connection with debts contracted by a member of the Organization's staff and when the decision is not subject to appeal.

Article 7

The archives of the Organization and, in general, all documents belonging to or held by it in whatever form, shall be inviolable, wherever they are located.

Article 8

The archive shall be subject to internal control exercised by the Organization, in accordance with the general rules laid down in the Exchange of Letters with the Government of the French Republic.

Article 9

The inviolability of the Organization's official correspondence shall be guaranteed. Its official communications shall not be subject to censorship and it may make use of codes.

Article 10

1. The Organization may, without being subject to any financial controls, regulations or moratoria:

a. receive and hold funds and foreign exchange of all kinds and operate accounts in all currencies and in all countries;

b. freely transfer its funds and foreign exchange within French territory and from France to other countries, and vice versa.

2. In exercising its rights under this Article, the Organization shall take account of all representations made to it by the Government of the French Republic.

Article 11

The Organization, its assets, income and other property shall be exempt from all direct taxation. The Organization shall, however, pay taxes charged for services rendered.

Article 12

1. The Organization shall be exempt from registration and recording duties on buildings acquired or rented for the performance of its administrative and technical functions.

2. The insurance policies contracted by the Organization in respect of its official activities shall be exempt from the special tax on insurance agreements.

Article 13

1. The Organization shall pay, under general laws and regulations, all indirect taxes included in the price of goods sold or services rendered.

2. However, taxes on turnover payable to the national budget and levied on large-scale purchases of movable property or services intended for the performance of the Organization's administrative, scientific or technical functions and for the publication of documents relating to its activities, shall be reimbursed in accordance with conditions to be determined by agreement between the Organization and the competent French authorities.

Article 14

1. Administrative, technical and scientific materials necessary for the performance of the Organization's functions, as well as publications relating to its mission, shall be exempt from payment of import duties and taxes.

2. Items included in the categories of goods designated in the above paragraph shall not be subject to any import or export prohibitions or restrictions.

3. Goods imported under these conditions shall not subsequently be permanently or temporarily transferred to other parties on French territory except on terms previously approved by the competent French authorities.

Article 15

1. The French Government shall allow to enter and remain in France, for the duration of their functions with or missions to the Organization, with no visa expenses or delay:

a. delegates from Member States attending sessions of the Organization's organs or conferences or meetings convened by the Organization;

b. members of the Executive Committee;

c. advisers and experts on mission to the Organization;

d. members of the Organization's staff and their families.

2. The persons designated in paragraph 1 of the present Article shall not be exempt from application of the rules governing quarantine and public health.

Article 16

The persons designated in sub-paragraphs a, b and c of paragraph 1 of Article 15 shall, in the exercise of their functions and the accomplishment of their missions, while on the territory of the French Republic and also during journeys made to or from the meeting-place, be granted the following privileges and immunities:

a. immunity from arrest and detention except if caught in the act of committing an offence;

b. immunity from legal process, even after completion of their missions, in respect of all acts performed by them in connection with their official duties and strictly within the limits of their official capacities. Such immunity shall not apply in the case of an offence against the regulations on motor vehicle traffic committed by one of the above-designated persons, or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by such a person;

c. inviolability of all official papers and documents;

d. the same facilities with regard to foreign exchange as are granted to diplomatic agents.

Article 17

In addition to the privileges and immunities granted by Article 18 hereunder, the Secretary-General, his spouse, and his children under the legal age of majority shall be accorded the privileges, immunities, exemptions and facilities granted, in accordance with international law, to diplomatic agents.

Article 18

1. The members of the Organization's staff defined in Appendix B to the present Agreement shall be granted:

a. immunity from legal process, even after they have ceased to serve the Organization, in respect of all acts performed by them in connection with their official duties and strictly within the limits of their official capacities. Such immunity shall not apply in the case of an offence against the regulations on motor vehicle traffic committed by a member of the Organization's staff, or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by such a person;

b. a special residence permit, to be issued by the competent French authorities, for themselves, their spouses and their children who have not reached the age of legal majority;

c. the same facilities with regard to foreign exchange as are granted to diplomatic agents;

d. in time of international crisis, the same facilities for repatriation as are granted to members of diplomatic missions. Their spouses and dependent members of their families shall be granted the same facilities.

2. In addition, if they previously resided abroad, they shall be granted:

a. the right to import duty-free their furniture and personal effects in use at the time when they move to France;

b. the prevailing temporary duty-free import privileges for a motor vehicle.

Article 19

1. The members of the Organization's staff defined in Appendix B to the present Agreement shall be taxed by the Organization on the salaries and emoluments they receive from it. As from the date on which they begin to be taxed by the Organization, their salaries and emoluments shall be exempt from French income tax although they will be taken into account for the calculation of taxes to be paid to the French Government on income from other sources.

2. The provisions of paragraph 1 of the present Article shall not apply to pensions or annuities paid by the Organization to former members of its staff.

3. The French authorities, in collaboration with the authorities in the other States involved, shall make every effort to settle cases of double taxation of salaries and emoluments received by foreign officials seconded to the Organization.

Article 20

The Secretary-General of the Organization shall at all times collaborate with the competent French authorities with a view to facilitating the proper administration of justice, ensuring the application of administrative regulations, and avoiding any abuse of the privileges, immunities, exonerations and facilities listed in the present Agreement.

Article 21

The Government of the French Republic shall not be bound to grant the privileges and immunities mentioned in Articles 16, 17, 18(1) (b), (c) and (d) and 18(2) to its own nationals or to permanent residents in France.

Article 22

The privileges and immunities provided for in the present Agreement are granted to those concerned not for their personal benefit but in the interest of the smooth functioning of the Organization. The Organization's Member States and the Organization itself may and should waive such immunities whenever the latter would impede the course of justice and when the immunity can be waived without prejudice to the interests of the Organization. The Executive Committee may waive the Secretary-General's immunities.

Article 23

The provisions of the present Agreement shall not in any way affect the right of the French Government to take measures it considers useful to safeguard national security or maintain law and order.

Article 24

Any dispute between the French Government and the Organization concerning the interpretation or application of the present Agreement that cannot be settled by negotiation shall, unless both Parties decide otherwise, be submitted at the request of one of the Parties to arbitration in conformity with the provisions of Appendix A.

Article 25

The present Agreement may be revised at the request of either Party. The two Parties shall consult each other on suitable modifications to the terms of the Agreement and, if negotiations do not result in a settlement after a year has elapsed, either Party may terminate the Agreement at two years' notice.

Article 26

The present Agreement abrogates the Agreement signed between the Government of the French Republic and the International Criminal Police Organization relating to INTERPOL's headquarters and its privileges and immunities on French territory, signed in Paris on 12th May 1972. It shall be approved by the Government of the French Republic and by the International Criminal Police Organization. Both Parties shall notify each other of their approval of the said Agreement which shall come into force on the thirtieth day after receipt of the second such notification.

In faith whereof, the undersigned, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement and affixed their seals thereto.

Done at Paris in two copies, in the French language, on 3 November 1982.

For the Government of the French Republic:

ANDRÉ LEWIN

For the International Criminal Police Organization - INTERPOL:

JOLLY BUGARIN

APPENDIX A

ARBITRATION PROCEDURE

1. Unless the Parties to the dispute decide otherwise, the arbitration shall be conducted in accordance with the provisions of this Appendix.

2. The arbitration tribunal shall be composed of three members, one appointed by the French Government, one appointed by the International Criminal Police Organization, and proposed by its Secretary-General, and a third, who shall chair the tribunal, appointed by common consent by the other two arbitrators. The third arbitrator shall not be or ever have been an agent of the Organization.

The request instituting proceedings shall name the arbitrator appointed by the requesting Party, and the defending Party shall communicate the name of its arbitrator to the other Party within two months of the date of receipt of the request. Should the defending Party fail to name its arbitrator within the stipulated period of time, or should the two arbitrators be unable to agree on the choice of a third arbitrator within two months of the appointment of the defending Party's arbitrator, the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration shall appoint the defending Party's arbitrator or the third arbitrator, as the case may be, within two months of being so requested by the more diligent Party.

3. The decisions of the arbitration tribunal shall be binding on the Parties. Each Party shall be financially responsible for the cost of its own arbitrator and half the other costs. In all other matters, the arbitration tribunal shall decide its own procedure.

APPENDIX B

The members of the Organization's staff shall consist of detached or seconded government officials, and persons under contract to the Organization who are permanently employed for at least one year.

The staff shall be divided into the following categories:

I. The Secretary-General, i.e. the person responsible for running the Organization's permanent services;

II. The Organization's officials, i.e. persons other than the Secretary-General, holding positions of responsibility in areas connected with the Organization's administrative and technical activities;

III. Other administrative and technical staff designated by the Secretary-General;

IV. Service personnel, i.e. persons employed in the Organization's general services, with the exception of those in private service with a staff member of the Organization.

This Headquarters Agreement replaces the Headquarters Agreement (exchange of letters) of 12th May 1972 between the ICPO-INTERPOL and the Government of the French Republic.

EXCHANGE OF LETTERS

I

MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

REPUBLIC OF FRANCE

DIRECTORATE FOR UNITED NATIONS AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

Paris, 3 November 1982

Dear Sir,

In application of the provisions of Article 8 of the Agreement between the Government of the French Republic and the International Criminal Police Organization - INTERPOL (hereinafter referred to as the Organization), concerning the headquarters of INTERPOL and its privileges and immunities in French territory, I have the honour to propose, by order of my Government, the following measures:

Article 1

For the internal control of its archives, the Organization shall set up a Supervisory Board composed of five members of different nationalities, as follows:

- a. three persons appointed either on the basis of their impartiality and their competence in matters relating to data protection, or because they hold or have held senior judicial posts;
- b. a member of the Organization's Executive Committee or his deputy, appointed by the Executive Committee;
- c. an electronic data processing expert or his deputy.

Article 2

The Organization's Secretary-General or his representative shall assist the Supervisory Board.

Article 3

1. The persons mentioned in Article 1(a) and their deputies must be nationals of the Organization's Member States.

2. The following procedure shall be adopted to appoint these persons:

One of them shall be appointed by the Organization, another by the Government of the headquarters country, and the third shall be appointed jointly by the other two. This third person, who shall be Chairman of the Board, shall be chosen because of the senior judicial

post he holds or has held. In case of disagreement regarding the appointment of the third person, that person shall be appointed by the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration. Each of these persons shall have a deputy, appointed in the same way.

3. The electronic data processing expert and his deputy, mentioned in Article I(c), shall be appointed by the Chairman of the Board from a list of five candidates submitted by the Organization.

Article 4

The Organization shall provide the Supervisory Board with a list of the computerized and other archives held, indicating the purposes for which they are maintained.

Article 5

The Supervisory Board shall verify that personal information contained in the archives is:

- a. obtained and processed in accordance with the provisions of the Organization's Constitution and the interpretation thereof given by the appropriate organs of the Organization;
- b. recorded for specific purposes and not used in any way that is incompatible with those purposes;
- c. accurate;
- d. kept for a limited period in accordance with the conditions laid down by the Organization.

Article 6

The Supervisory Board shall also make available to nationals or permanent residents of the Organization's Member States a list of the archives mentioned in Article 4.

At the request of such persons, it shall verify that any personal information held by the Organization about them complies with the conditions laid down in Article 5. It shall notify the requesting party that the verifications requested have been carried out.

Article 7

The Board shall notify the Organization's Executive Committee of the results of its investigations and any necessary modifications shall be made by the appropriate organs of the Organization.

Article 8

The present letter shall be approved by the Government of the French Republic and by the International Criminal Police Organization, which shall notify each other when their respective formalities of approval have been completed.

Its provisions shall come into force after receipt of the second of these notifications on a date which may not precede the entry into force of the Agreement between the Government of the French Republic and the International Criminal Police Organization concerning the headquarters of INTERPOL and its privileges and immunities in French territory.

If the above measures meet with your approval, I propose that the present letter and your reply shall constitute the agreement between the French Government and the Organization on this subject.

Accept, Sir, etc.

ANDRÉ LEWIN
Minister Plenipotentiary
Director, United Nations and
International Organizations

To: Mr. J. Bugarin
President of the ICPO-Interpol

II

INTERNATIONAL CRIMINAL POLICE ORGANIZATION

GENERAL SECRETARIAT

FRANCE

In a letter of today's date, on behalf of your Government, you state as follows:

[See letter I]

I have the honour to inform you that the above meets with my approval.

Accept, Sir, etc,

JOLLY R. BUGARIN
President of the International Criminal
Police Organization - INTERPOL

To His Excellency
Mr. Claude Cheysson
Minister of External Relations

